

Communiqué

Covid-19 (Tunisie) - En absence d'eau, le confinement impossible : pour une eau accessible à tous

vendredi 17 avril 2020, par [Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux \(FTDES\)](#) (Date de rédaction antérieure : 17 avril 2020).

Depuis le 21 mars 2020, le gouvernement tunisien a décrété le confinement total à l'ensemble de la population après les prescriptions du ministère de la santé stipulant l'obligation de rester à la maison pour limiter la propagation du virus COVID-19 et éviter que le nombre de cas n'éclate.

Au moment où la plupart des tunisiens se plaignent de la pénurie de certains produits alimentaires comme la farine et la semoule, et que d'autres, contraints d'arrêter le travail jusqu'à nouvel ordre, se sont tournés vers leurs économies et épargnes pour pourvoir subvenir aux besoins de leurs familles, une tranche non négligeable des tunisiens est inquiète de ne pas pouvoir appliquer les consignes d'hygiène et de propreté données par les professionnels de la santé, pour la simple raison que l'eau ne leur est pas accessible.

Le FTDES a alerté à plusieurs reprises [1] sur la gravité de la situation dans plusieurs régions tunisiennes en rapport avec les coupures d'eau ou son absence totale [2]. Dans certaines localités de la Tunisie intérieure, la SONEDE est absente et des groupements de développement agricoles sont incapables d'assurer leur mission de fourniture d'eau, essentiellement à cause de problèmes d'endettement. Les habitants, et surtout les femmes et les enfants, font donc des trajets plus ou moins longs pour aller chercher de l'eau à la source la plus proche. Ces sources sont dans la plupart des cas impropres, soit parce que leur eau est stagnante ou car des déchets de toutes sortes y sont déversés.

Ainsi, qu'a donc fait l'Etat pour garantir le minimum et l'indispensable des besoins à ces citoyens pour qu'ils puissent se confiner sereinement ? Comment ces citoyennes et citoyens, qui voudraient bien rester à la maison pour leur sécurité et celle de leurs enfants, pourraient-ils se laver les mains plusieurs fois par jour quand le litre d'eau qu'il stockent dans un coin de la maison est si précieux que se laver les mains est quasiment un luxe à leurs yeux ? Cette eau est d'autant plus précieuse à l'heure actuelle puisque pour s'en approvisionner, ils ont dû parcourir des kilomètres et s'exposer ainsi au Corona, tandis que la majorité des tunisiens font couler leurs robinets pendant de longues minutes pour s'assurer qu'ils ont les mains bien propres.

Nous n'avons pas observé de mesures à la hauteur de l'urgence de la situation, pour garantir à chacun son droit à l'accès à l'eau, si crucial aujourd'hui. Au contraire, l'Etat a choisi d'augmenter les tarifs de la Sonede pendant cette période [3].

Ainsi, le FTDES :

- Alerte sur la détresse de ces citoyens, qui courent aujourd'hui un grand risque de contamination

par le COVID-19 car ils sont plus exposés au danger du virus que leurs concitoyens confinés à la maison. Cette exposition est due aux longs trajets qu'ils parcourent tous les jours à la recherche d'eau et est aggravée puisque leur système immunitaire est déjà affaibli par des années de consommation d'eau impropre ;

- Dénonce la politique d'homogénéisation adoptée par les décideurs dans l'application du confinement à l'ensemble des citoyens tunisiens sans prendre en considération le cas particulier de la population privée d'eau ;
- Rappelle que le droit à l'eau est un droit constitutionnel et que l'Etat devrait assumer ses responsabilités pour garantir ce droit à tous au risque de voir une augmentation des cas atteints par le COVID-19 dans les zones rurales assoiffées ;
- Dénonce enfin l'absurdité des règles de propreté et d'hygiène mises en place quand l'équité dans l'accès à l'eau n'est pas assurée.

Pour résoudre cette situation, le FTDES :

- Appelle à prolonger la décision de la SONEDE de remettre l'eau aux familles nécessiteuses et de reporter le paiement de leurs dettes, initialement prévue jusqu'au 17 avril pour qu'elle couvre toute la période du confinement et qu'elle permette à tous les foyers d'avoir un accès continu à une eau de qualité. L'eau devrait être fournie gratuitement dans ce cadre, a minima pour la partie vitale (première tranche) ;
- Incite les décideurs à élargir cette décision pour qu'elle concerne également les GDA, en coordination avec la STEG, et à surveiller le bon retour de l'eau dans tous les GDA qui fournissent de l'eau potable ;
- Note que quelques initiatives des commissions régionales de lutte contre les catastrophes (comme à Kairouan et Kasserine), ont permis le retour d'eau dans certains GDA mais insiste que même dans ces cas, des perturbations dans la distribution continuent à exister (débit faible, eau trouble, durée de desserte courte...) ;
- Renouvelle la demande formulée au gouvernement par des organisations de la société civile afin d'adopter une politique féministe dans le combat actuel contre le Covid-19 [4], car les femmes et les jeunes filles notamment dans les zones rurales sont plus exposées au risque du virus que ce soit quand elles vont chercher l'eau ou quand elles exercent dans le métier agricole [5] ;
- Appelle le ministère de l'agriculture et l'assemblée du peuple à ouvrir le grand dossier de l'approvisionnement en eau dans les milieux ruraux, en prenant en considération les recommandations de la société civile, incluses dans le code citoyens des eaux, dont essentiellement la mise en place d'une structure de gestion indépendante dans les campagnes et la gratuité d'une quantité d'eau correspondant aux besoins vitaux.

FTDES, Tunis, le 17 avril 2020

[1] <https://ftdes.net/leau-est-en-face-de-nous-et-on-meurt-de-soif/> ;
<https://ftdes.net/ar/%d8%a7%d9%84%d8%b9%d8%b1%d8%a8%d9%8a%d8%a9-%d8%a8%d9%8a%d8%a7%d9%86-%d8%a7%d9%84%d9%8a%d9%88%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%b9%d8%a7%d9%84%d9%85%d9%8a-%d9%84%d9%84%d9%85%d9%8a%d8%a7%d9%87/> ;
https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=3526422364095802&id=260780443993360 ;
<https://www.facebook.com/events/2695929780505006/> ;

https://www.facebook.com/search/top/?q=%D8%B9%D8%B7%D8%B4%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%A7&epa=SEARCH_BOX

[2] Certains citoyens ne sont pas raccordés à la SONEDE et ne dépendent pas d'un GDA non plus, comme c'est le cas de 15% de la population rurale de Kairouan.

[3] <https://www.watchwater.tn/ar/blog/2020/4/8/60-lhkom-ostthmr-lazm/>

[4] <https://ftdes.net/ar/lettre-ouverte-au-premier-ministre-pour-ladoption-dune-politique-feministe-dans-l-a-lutte-contre-lepidemie-du-covid-19/>

[5] <https://ftdes.net/ar/femmes-agricole>

P.-S.

• FTDES, 16/04/20200345 :
<https://ftdes.net/en-absence-deau-le-confinement-impossible-pour-une-eau-accessible-a-tous/>